

NEI

» EXIGEZ PLUS. COMME NOUS.

T2 2021

RAPPORT D'ACTIONNARIAT ACTIF

*Suivi de la progression de nos engagements auprès
des sociétés et de notre action politique*

Dans ce numéro

2 Synthèse des activités

4 Thème en gros plan

Que nous réserve le zéro net?

5 Faits saillants de nos dialogues

Guider **Aritzia** vers des divulgations sur les droits de la personne plus informatives; reconnaître la réussite des approvisionnements (et les retards sur le zéro net) de **Canadian Tire**; contribuer à l'amélioration des protocoles de santé et de sécurité dans les grandes chaînes de pharmacie aux États-Unis

6 Rapports de progression

Suncor et **Nutrien** consolident leur avance grâce à des projets ambitieux et des stratégies audacieuses

8 Mise à jour sur les engagements des sous-conseillers

Amundi et la prise de conscience de **Novo Nordisk** sur les plastiques; Impax et les risques climatiques physiques de **Beijing Enterprise Water**; Addenda sur les programmes de rémunération d'**ING** et de **Bunzl**

9 Actions politiques

Les divulgations climatiques : d'une « nécessité » à une « obligation »

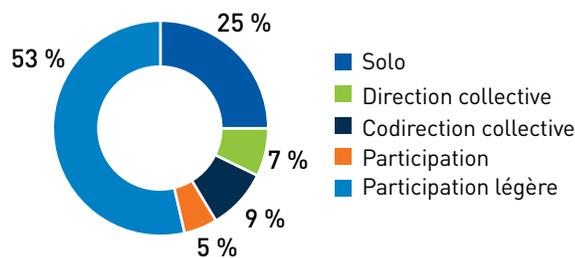
10 Faits saillants politiques

12 Liste des engagements auprès des sociétés

SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS

Rôle d'engagement de NEI

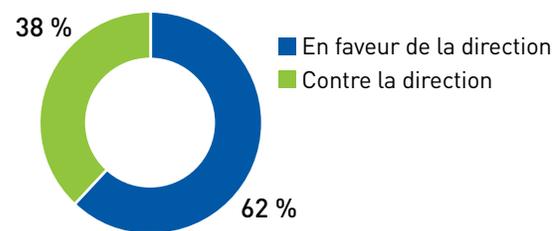
Au deuxième trimestre, nous avons dirigé 41 % de nos engagements auprès des sociétés, une proportion en hausse par rapport au trimestre précédent. Dans ces cas, nous avons organisé les engagements nous-mêmes ou les avons dirigés ou codirigés avec un petit groupe d'investisseurs, ou dans le cadre d'une collaboration. Les investisseurs qui dirigent l'engagement déterminent le programme, la stratégie et la direction de celui-ci, supervisant et organisant les réunions et les communications au sein du groupe et avec la société visée. Nombre de nos engagements à « participation légère » s'inscrivaient dans le cadre d'une initiative collective sur le bien-être des animaux d'élevage à laquelle nous participons. Ayant constamment privilégié les dialogues « face-à-face » avec les sociétés, ou au sein de petits groupes (même si nous intervenons également dans des initiatives à multiples parties prenantes), nous avons particulièrement avancé avec celles que nous rencontrons régulièrement depuis un certain temps sur des enjeux ESG, en particulier Suncor, Aritzia et Canadian Tire, reconnaissant les progrès accomplis tout en continuant de susciter un changement significatif.



Instructions de vote

Le deuxième trimestre marque le point culminant des votes par procuration, puisqu'il s'agit de la période de l'année où se déroulent les assemblées générales de la plupart des sociétés nord-américaines, européennes et japonaises. Nous avons voté au cours de 691 assemblées, soit environ sept fois plus que lors du trimestre précédent, dont 38 % à l'encontre de la direction des sociétés pour les résolutions à l'ordre du jour afin de promouvoir de meilleures pratiques de gouvernance.

Malgré des progrès notables dans plusieurs sociétés, nous demeurons préoccupés par un certain nombre de sujets, notamment le manque de diversité au conseil d'administration, le caractère excessif et inéquitable de la rémunération des dirigeants, ainsi que la supervision du risque climatique des sociétés. Nos dialogues internes en matière de vote par procuration se sont intensifiés durant cette période, car nous nous efforçons de prendre des décisions réfléchies sur des sujets de fond, alors que des enjeux d'une autre nature émergent. De nouvelles exigences ont été soumises aux sociétés : tenue d'un vote consultatif sur leur stratégie climatique, réflexion sur leur objet d'entreprise et amélioration de la gestion de leur capital humain.

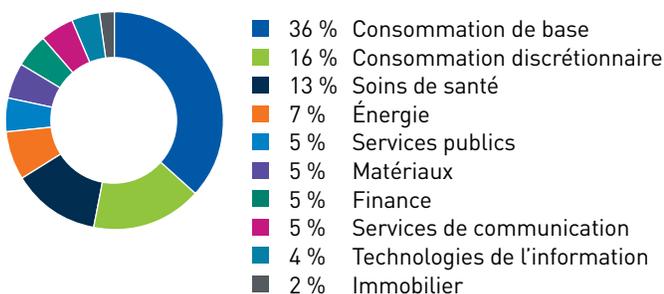


Qu'est-ce que l'actionariat actif?

Notre équipe ESG s'engage activement auprès des sociétés détenues par nos Fonds afin de protéger le capital des investisseurs et le faire fructifier, tout en influant sur l'imputabilité de toutes les parties prenantes. Nous dialoguons directement avec les sociétés pour les prévenir des risques environnementaux, sociaux ou de gouvernance qui menacent leurs activités et proposons des pistes d'amélioration. De plus, nous votons lors des assemblées générales d'actionnaires sur les résolutions concernant les nominations au conseil d'administration, les aspects de gouvernance et les propositions d'actionnaires.

Engagement par secteur

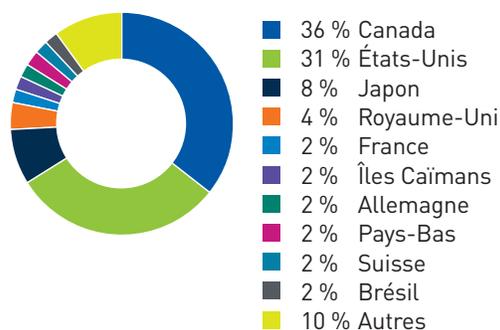
Les secteurs dans lesquels nous avons mené un nombre plus restreint d'engagements ont souvent donné lieu à un rôle de direction ou de codirection dans les dialogues. Nous avons ainsi dirigé ou codirigé tous les engagements auprès des sociétés de services de communication, d'énergie, de matériaux et d'immobilier au deuxième trimestre. À l'inverse, la consommation de base et la consommation discrétionnaire comprenaient un grand nombre de sociétés pour lesquelles nous avons conduit des engagements à « participation légère » (sans rôle de direction ou de codirection), en nous appuyant notamment sur l'initiative mondiale d'investisseurs sur le bien-être des animaux d'élevage, laquelle a créé un indice visant à évaluer ces aspects. Les engagements dans le secteur des soins de santé comptaient toujours parmi nos priorités en raison de la pandémie. En cumul, ces trois secteurs correspondaient approximativement aux deux tiers de nos efforts d'engagement du deuxième trimestre.



Votes par pays

Environ deux tiers des assemblées au cours desquelles nous avons voté au deuxième trimestre concernaient des sociétés canadiennes et américaines. Il ne s'agit pas d'une surprise, puisque les Fonds NEI investissent plus massivement dans ces deux pays que dans le reste du monde, d'autant plus que la plupart des assemblées générales en Amérique du Nord se déroulent au deuxième trimestre.

Les assemblées de sociétés japonaises, qui se tiennent à partir de début juin, ont représenté 8 % du total des votes, suivies par celles du Royaume-Uni, à 4 %. Le solde correspond à notre exposition aux marchés internationaux, incluant l'Europe et les pays émergents.



Actualités ESG

Malgré la pléthore de déclarations d'après-pandémie, les sociétés ne semblent pas comprendre qu'une rémunération exagérée de leurs dirigeants constitue un risque d'affaires significatif dont l'origine se trouve dans l'inégalité des revenus. Un rapport de l'Institute for Policy Studies révèle que 51 sociétés de l'indice S&P 500 parmi les 100 qui affichent le plus faible salaire de travailleur médian avaient changé de régime de rémunération en 2020, de sorte que celui-ci a encore diminué de 2 %, tandis que la rémunération de leur chef de la direction augmentait de 29 %! Ajoutons que 16 de ces 51 sociétés perdaient de l'argent en 2020. C'est pourquoi nous continuons à soulever cet enjeu auprès des sociétés, en examinant de près les recommandations de salaire de leur dirigeant et en encourageant les investisseurs à changer de mentalité sur cette question pour intégrer les implications en matière d'inégalités sociales.

THÈME EN GROS PLAN : TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Que nous réserve le zéro net?

Jamie Bonham, directeur, Engagements auprès des sociétés

Une kyrielle d'événements se sont succédé dans le secteur de l'énergie au cours du trimestre dernier, tous aussi exceptionnels qu'inédits en termes de conséquences et révélateurs pour la plupart (voire la totalité) de l'importance croissante du zéro net comme priorité dans les engagements des investisseurs.

En bref, l'Agence internationale de l'énergie a communiqué un scénario zéro net visant à mettre fin à tout nouveau projet d'exploration et de développement pétrolier et gazier; ExxonMobil a perdu une bataille par procuration avec un investisseur-activiste exigeant une meilleure stratégie climatique; plusieurs résolutions ayant pour thème le climat ont reçu le soutien de la majorité des actionnaires; Royal Dutch Shell a été intimée par la justice de se fixer de plus ambitieux objectifs de réduction de ses gaz à effet de serre. (Veuillez [consulter notre blog](#) pour de plus amples renseignements.)

Plus près de chez nous, Suncor [a communiqué une stratégie zéro net](#) qui a satisfait aux exigences de longue date des investisseurs, notamment NEI, qui souhaitaient que la société inscrive tous ses efforts en matière de technologies sobres en carbone dans une stratégie cohérente (voir page 7). Deux projets hydrogéniques sobres en carbone ont été annoncés en Alberta (l'un par Suncor et ATCO, et l'autre par [Air Products](#)). Enfin, toutes les grandes sociétés de sables bitumineux ont annoncé [une stratégie conjointe](#) visant à atteindre le zéro net pour leurs émissions d'ici 2050, en recourant à une infrastructure commune d'entreposage et de capture du carbone. Ce dernier événement, qui dépend encore malgré tout de mesures incitatives que le gouvernement n'a pas encore confirmées, présente un potentiel exceptionnel de décarbonisation d'autres activités polluantes dans la région.

Tout ceci fera-t-il réellement une différence dans la lutte contre le changement climatique? L'ambition annoncée d'un avenir zéro net s'avère sans aucun

doute nécessaire et ne se matérialisera pas sans transformation radicale du secteur d'activité. Les sociétés qui le composent ont tout intérêt à suivre la tendance, le tout allant assurément dans le bon sens. Cependant, il est assez facile de s'engager à l'horizon 2050 pour les dirigeants actuels, qui bénéficieront déjà depuis un certain temps d'une confortable retraite (financée par leur employeur) quand viendra le temps de rendre des comptes. De plus, ils ne s'engagent pas réellement puisque c'est au gouvernement de mettre en place les mesures qui déterminent la viabilité de l'objectif. Enfin, on peut légitimement se préoccuper du fait que le secteur d'activité achète des droits compensatoires, plutôt qu'en changeant substantiellement de stratégie. Avec de telles incertitudes, les investisseurs doivent se méfier de promesses trop vagues, surtout quand elles paraissent bien éloignées des stratégies actuelles.

Ces objectifs zéro net doivent au contraire se fondre à la stratégie de la société, et même la définir, plutôt que de représenter un élément accessoire. Pour que ces objectifs apparaissent crédibles, les investisseurs doivent exiger des cibles intermédiaires quantifiables, assorties de plans de transition détaillés mesurant les réductions significatives des émissions, la hausse des investissements sobres en carbone et finalement la transformation du modèle d'affaires.

Sans sombrer dans le pessimisme, notons donc que les incertitudes ne manquent pas sur la façon de rendre possible ce qui paraît précisément impossible. Nous devons faire preuve d'ambition et donner aux sociétés l'écho dont elles ont besoin. Cette ambition doit se décliner sous forme d'une stratégie sincère à mettre en œuvre maintenant, et non dans 20 ans. Cette prochaine phase du dialogue zéro net revêt donc une importance critique pour la suite et demeurera une priorité dans nos engagements cette année.

FAITS SAILLANTS DE NOS DIALOGUES

Exiger plus de divulgations d'Aritzia

Le détaillant du secteur de la mode originaire de Colombie-Britannique **Aritzia** a posé un jalon important en effectuant une évaluation de l'impact sur les droits de la personne de ses activités et semble bien maîtriser les risques de sa chaîne d'approvisionnement. Il est temps d'aller plus loin. NEI a rencontré l'équipe de développement durable en avril pour évoquer sa méthodologie de divulgation et encourager la communication des résultats de son évaluation d'impact. En termes de diversité et d'inclusion, la société a échafaudé sa stratégie sous la supervision de son directeur des opérations. Nous avons encouragé Aritzia à se fixer des échéances et nous comptons observer de quelle façon elle intégrera les commentaires de ses employés dans sa stratégie.

Prochaines étapes : nous avons prévu d'effectuer un suivi plus tard cette année pour encourager l'entreprise à aller plus loin dans la divulgation de ses progrès et objectifs en matière de développement durable.

Des réussites dans la chaîne d'approvisionnement de Canadian Tire

Le détaillant occupe une place de chef de file national en matière d'approvisionnement, et ses efforts de réduction des plastiques méritent d'être soulignés. Sur la question des émissions, le bilan paraît moins glorieux. NEI a dirigé une réunion en petit comité avec des investisseurs partageant la même philosophie ainsi qu'avec des hauts dirigeants de l'entreprise en juin. Celle-ci avait pour thème la planification zéro net, les plastiques dans la chaîne d'approvisionnement et la gestion du capital humain. Comme on peut l'imaginer, Canadian Tire fait affaire avec une multitude de fournisseurs qui présentent des risques à de nombreux égards, mais le tout semble particulièrement bien maîtrisé. Les

dirigeants se trouvaient en mesure de répondre avec confiance à de nombreuses questions posées par le groupe. Cependant, l'entreprise ne montre pour l'instant aucune stratégie pour atteindre le zéro net.

Prochaines étapes : parmi les aspects que nous aurions aimé creuser davantage figuraient la prime pour les employés allouée durant la pandémie et, de façon générale, la santé et la sécurité au travail. Nous effectuerons un suivi en temps opportun.

CVS, Walgreens, Walmart doivent renforcer leurs normes de santé et sécurité

Trois des plus grandes chaînes de pharmacie aux États-Unis se sont trouvées dans l'obligation de reconnaître les risques de santé de sécurité encourus par leurs employés durant la pandémie, mais l'amélioration des protocoles est engagée. NEI joue un rôle essentiel dans une initiative collective dirigée par la coalition Investors for Opioid and Pharmaceutical Accountability (« IOPA ») qui a organisé des réunions en avril avec **CVS, Walgreens** et **Walmart**. Nous encourageons ces sociétés à améliorer les mécanismes par lesquels l'information à la connaissance des employés de première ligne se rend jusqu'au conseil d'administration et aux dirigeants avec une distorsion minimale du message, de sorte à enclencher des réactions rapides et efficaces pour protéger la santé et la sécurité au travail.

Prochaines étapes : l'IOPA se sert d'apprentissages communs pour contribuer au soutien des investisseurs dans leur conversation sur la préparation, la santé et la sécurité des employés lors de futures pandémies. D'autres nouvelles suivront.

RAPPORT DE PROGRESSION : NUTRIEN

Secteur

Matériaux

Thème, sous-thème

Transition énergétique, zéro net

Objectifs de développement durable des Nations Unies sous-jacents



Activité

Suivi d'objectifs stratégiques

Réaction

Excellente

Fonds (changements possibles sans préavis)
Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes

D'ambitieuses actions dans le secteur agricole canadien

Nutrien a fait un grand pas en avant en se fixant d'ambitieux objectifs ESG visant à créer un impact mondial et à consolider son positionnement de chef de file dans le secteur de l'agriculture.

NEI a rencontré la société en avril, juste après la publication de son très attendu rapport ESG 2021. La réunion a permis un échange productif d'informations et d'idées, NEI exprimant son soutien à Nutrien pour favoriser l'atteinte de ses objectifs.

La stratégie climatique de l'entreprise figurait dans nos priorités. Nous avons été ravis d'apprendre que Nutrien s'était fixé un objectif basé sur des données scientifiques de réduction de 30 % de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Celle-ci compte mener à bien plusieurs projets qui amélioreront son efficacité et permettront de nets progrès avant même cette échéance. Il s'agit notamment du développement d'une technologie d'enraiment de l'oxyde de diazote (N₂O), d'initiatives d'efficacité énergétique, ainsi que de l'augmentation de la capture, de l'utilisation et de la séquestration du carbone.

Nutrien démontre donc des avancées concrètes pour réduire ses émissions de GES, mais nous l'encourageons à poursuivre ses efforts au-delà, vers un objectif zéro net. Nous avons évoqué les prochains projets de l'entreprise en matière de génération d'énergie renouvelable ainsi que les possibilités de produire de l'hydrogène vert servant de matière première.

Nutrien étudie de plus un programme de gestion du carbone visant à mieux suivre les émissions de GES et la consommation d'eau sur toute sa chaîne de valeur. Celui-ci permettrait aux producteurs agricoles de mieux quantifier leurs activités et de tirer parti des améliorations obtenues dans les technologies de fabrication d'engrais afin de réduire l'impact environnemental dans la filière alimentaire. Nous sommes ravis de constater les progrès accomplis par Nutrien dans l'intégration des aspects ESG, à l'interne comme auprès de ses clients.

Prochaines étapes : à notre avis, l'atteinte de ces objectifs ambitieux nécessitera une plus grande imputabilité de la direction de l'entreprise. Nous continuerons de l'encourager à resserrer les liens entre les résultats en matière de sécurité alimentaire, de lutte contre le changement climatique, d'inclusion et de rémunération des dirigeants.

RAPPORT DE PROGRESSION : SUNCOR

Secteur

Énergie

Thème, sous-thème

Transition énergétique, zéro net

Objectifs de développement durable des Nations Unies sous-jacents



Activité

Aperçu du nouveau plan stratégique

Réaction

Excellente

Fonds (changements possibles sans préavis)

Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds d'actions mondiales NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

Mieux que la moyenne, à bien des égards

Suncor Énergie a mis sur pied un plan aussi ambitieux que novateur, qui pourrait lui permettre de se placer au tout premier rang dans ce secteur d'activité pour les solutions énergétiques sobres en carbone.

Avant de diffuser la nouvelle par communiqué de presse, elle a tenu à nous rencontrer afin d'évaluer la réaction d'investisseurs ESG, d'autant plus que nous collaborons étroitement depuis plusieurs années sur la nécessité d'une telle stratégie. À en juger par son cours boursier dans les semaines qui ont suivi, Suncor peut à notre avis considérer que les investisseurs ont « approuvé » ce plan.

L'actualité a bien relayé l'engagement de l'entreprise à atteindre un statut zéro net d'ici 2050, un objectif évidemment essentiel. Le plan de Suncor va toutefois au-delà, puisqu'il vise un investissement massif dans des technologies qui changent la donne et dont la valeur réelle, selon nous, se matérialisera dès 2030. C'est à cette période que l'ascendant de Suncor se révélera pleinement, lorsque l'avènement et l'adoption de solutions technologiques comme la capture d'hydrogène et de carbone se propageront à tout le secteur d'activité à l'échelle nationale, et idéalement au-delà. Bien qu'aucun engagement n'ait été communiqué sur les émissions de catégorie 3, Suncor a bien précisé comment elle comptait aider ses clients dans leur transition vers

les technologies sans émission, notamment en développant son réseau de bornes de recharge de véhicules électriques et en aidant les transporteurs aériens à « décarboniser ».

De plus, Suncor recherche des applications pratiques plus respectueuses de l'environnement pour le bitume afin de produire notamment de la fibre de carbone ou de l'asphalte sans besoin de le brûler. Toute réussite dans ce domaine transformerait en avantage un inconvénient de plus en plus largement dénoncé.

Tout ceci reste toutefois plus facile à dire qu'à faire. Il s'agit de projets extrêmement capitalistiques, qui restent conditionnés pour un grand nombre au soutien du gouvernement d'une façon ou d'une autre. En tout état de cause, la réussite dans un monde zéro net semble de plus en plus clairement passer par une nouvelle façon de réfléchir.

Prochaines étapes : nous souhaitons que ce plan prévoie également de lier explicitement la rémunération des dirigeants de l'entreprise aux objectifs de transition. Dans l'ensemble, nous comptons poursuivre notre collaboration avec Suncor qui entre dans une phase importante de sa propre transition.

MISE À JOUR SUR LES ENGAGEMENTS DES SOUS-CONSEILLERS

Avancée sur les plastiques chez Novo Nordisk

Amundi Asset Management

La société pharmaceutique danoise **Novo Nordisk** se trouve significativement exposée aux plastiques, puisqu'elle produit annuellement 550 millions d'appareils servant aux injections, notamment pour l'insuline. Amundi a encouragé la société à améliorer ses communications en matière de développement durable sur la question des plastiques et à trouver des solutions de recyclage et d'élimination. En réponse, Novo Nordisk a traité la question sur son site Web, précisant également sa stratégie. Elle a également lancé deux programmes pilotes qui devraient permettre du recyclage à grande échelle. Amundi continue d'encourager Novo Nordisk à se fixer des objectifs en matière d'emballage, d'utilisation du plastique à l'interne et des produits à usage final.

Analyse de risques climatiques physiques de Beijing Enterprise Water Group

Impax Asset Management (2020)

Impax a enregistré quelques réussites avec **Beijing Enterprise Water Group** sur la question du risque climatique physique émanant des installations de traitement d'eau de la société. Exploitant sa propre méthode d'analyse de l'exposition à des risques, comme l'augmentation du niveau de la mer ou la raréfaction des ressources, Impax a fourni à la société des données concernant 500 sites en Chine. L'analyse a démontré que certaines usines se trouvaient dans des situations délicates en raison de l'eau, de la chaleur et de l'augmentation du niveau de la mer pour celles situées sur le littoral. Sur la base des résultats d'Impax, BEW a demandé des analyses complémentaires pour d'autres sites et a montré de l'intérêt à en savoir davantage sur les façons d'atténuer ces risques climatiques physiques.

Des progrès à faire dans les programmes de rémunération d'ING Group et Bunzl

Addenda Capital

Addenda Capital a communiqué avec **ING Group** et **Bunzl** sur la question de leurs pratiques de rémunération, en raison de craintes sur les programmes incitatifs à long terme qui n'évaluent pas les résultats sur une période d'au moins trois ans. (ING est une société de services financiers; Bunzl fabrique des emballages alimentaires et des articles de nettoyage.) Addenda a exprimé par courriel aux sociétés qu'elle ne soutiendrait pas des stratégies ne démontrant pas une harmonisation des rémunérations avec les intérêts à long terme des entreprises, notamment de leurs actionnaires et d'autres parties prenantes. Addenda a proposé d'analyser la question plus en détail et d'effectuer des propositions d'intégration de paramètres à long terme.

ACTIONS POLITIQUES

Les divulgations climatiques : d'une « nécessité » à une « obligation »

Jamie Bonham, directeur, Engagements auprès des sociétés

Malgré des améliorations significatives apportées dans les dernières années, les divulgations climatiques demeurent de l'avis de la quasi-totalité des investisseurs profondément inadaptées à la situation. Effectivement, de nombreuses sociétés manquent encore à l'appel et les informations divulguées par les autres restent peu propices à la prise de décision ou à des comparaisons, notamment faute de normes communes. Dans ce contexte, les attentes de divulgations climatiques obligatoires se développent et deviendront probablement une réalité au Canada dans un avenir proche.

En mai, le gouvernement fédéral a lancé le Conseil d'action en matière de finance durable, en réponse aux principales recommandations du Groupe d'experts sur la finance durable. Le Conseil a pour mandat de contribuer à la construction de l'infrastructure nécessaire au développement de la finance durable dans l'ensemble du Canada. Parmi ses priorités figure l'amélioration des divulgations liées au climat, en conformité avec le Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat (GIFCC). Le renforcement des normes facultatives de divulgations et l'amélioration de la qualité de l'information qui en découle n'ont certainement pas échappé à l'attention du Conseil, mais les attentes des investisseurs demeurent insatisfaites à ce stade. Le risque systémique posé par le changement climatique ne faisant pas débat, il paraît logique d'exiger des divulgations à ce sujet. La même démarche a été suivie après la crise financière de 2008, où la nature systémique du risque de liquidité a débouché sur l'entrée en vigueur de divulgations obligatoires à ce sujet pour les banques.

NEI participe au groupe d'investisseurs qui fait progresser la cause auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO). Comme nous l'avons expliqué dans notre rapport d'actionnariat

actif du premier trimestre, la province a demandé à la CVMO d'étudier les modalités de divulgations obligatoires conformes aux directives du GIFCC, une recommandation que nous avons dès le départ adressée au gouvernement et que nous continuons de suivre. En conséquence, nous nous attendons à ce que la CVMO émette un projet de réglementation conforme aux directives du GIFCC qui fera l'objet d'une consultation avant d'entrer en vigueur, idéalement bientôt. Au Canada, la fragmentation des organismes de réglementation des valeurs mobilières complique l'émergence de normes obligatoires, faute d'une autorité nationale centralisée. Néanmoins, si la CVMO allait de l'avant avec des normes conformes aux directives du GIFCC, celles-ci s'appliqueraient à la plupart des sociétés inscrites en bourse au pays.

Il s'agit d'une course pour devenir les premiers en Amérique du Nord à exiger des divulgations obligatoires relativement au climat. Plusieurs pays ont déjà franchi ce stade, le dernier en date étant la Nouvelle-Zélande. La U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) a présenté les résultats de sa première consultation sur le besoin de divulgations obligatoires relativement au climat pour les sociétés américaines. Les commentaires des investisseurs, notamment de NEI, ont largement encouragé la SEC à avancer sur ce front. Compte tenu de la détermination de l'administration Biden à inscrire la lutte contre le changement climatique à l'actif de son bilan présidentiel, on peut largement s'attendre à ce que la SEC émette la première un projet de réglementation. Il va sans dire que toute évolution à ce sujet chez notre voisin du Sud aura très probablement des répercussions significatives au Canada.

Maintenant que les investisseurs ont décidé qu'il leur fallait de meilleures divulgations climatiques, les autorités de réglementation ont tout intérêt à faire passer celles-ci d'une *nécessité* à une *obligation*.



FAITS SAILLANTS POLITIQUES

Thème : droits de la personne

- Nous avons signé un énoncé d'investisseurs demandant aux sociétés d'agir de façon générale et systémique pour protéger les défenseurs des droits de la personne et ne pas soutenir les procédures judiciaires restreignant la participation aux manifestations pacifiques défendant les droits de la personne et l'environnement
- Nous avons signé un énoncé d'investisseurs relayant les anticipations des sociétés ayant des activités au Myanmar d'honorer leur responsabilité sociale et de respecter les droits de la personne en mettant en œuvre des diligences raisonnables améliorées
- Nous avons signé un énoncé d'investisseurs demandant aux sociétés de s'engager à respecter les droits de la personne en établissant de rigoureuses politiques et des mécanismes de diligences raisonnables sous la supervision de leur conseil d'administration
- Nous avons signé un énoncé d'investisseurs demandant aux sociétés technologiques de faire preuve de plus de transparence et d'éthique dans l'utilisation des technologies de reconnaissance faciale
- Nous avons signé un énoncé d'investisseurs concernant l'Accord du Bangladesh, afin de soutenir une approche indépendante et juridiquement contraignante pour repérer, traiter et prévenir les conditions de travail non sécuritaires
- Nous avons fourni des commentaires sur la version préliminaire du rapport d'investisseurs sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies, lequel traite de la façon dont les investisseurs peuvent intégrer à leur processus des diligences raisonnables sur les droits de la personne

Thème : inégalités

- Nous avons signé une lettre d'investisseurs destinée aux sociétés américaines afin d'exprimer nos préoccupations concernant l'érosion de stabilité politique, la suppression de votes et le racisme
- Nous avons rencontré le gouvernement de l'Ontario pour évoquer la mise en œuvre des recommandations par le groupe de travail sur la modernisation des marchés de capitaux de la province, insistant sur l'importance des divulgations ESG et des anticipations de diversité

- 
- Nous avons signé une lettre destinée au Congrès américain en demandant à ses membres de voter en faveur du Disclosure of Tax Havens and Offshoring Act, une loi qui exigerait une divulgation pays par pays de tous les renseignements concernant les profits, impôts, revenus, employés et actifs corporels

Thème : transition énergétique

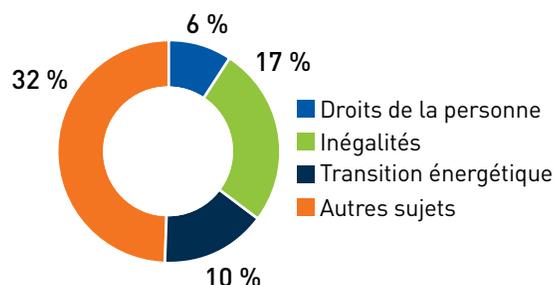
- Dans le cadre de la consultation de la U.S. Securities and Exchange Commission sur les divulgations relatives au changement climatique, nous avons :
 - fourni directement des commentaires
 - signé une lettre d'investisseurs rédigée par le groupe de réflexion sur le développement durable Ceres
 - signé une lettre à l'initiative des Principes pour l'investissement responsable
- proposé un projet de loi en collaboration avec l'Energy Futures Lab au gouvernement de l'Alberta visant à proposer des mesures incitatives et supprimer les difficultés pour la réutilisation des actifs énergétiques existants (exemple oléoducs et sites de forage) aux fins de production d'énergie solaire, lithium et autres possibilités sobres en carbone
- fourni des commentaires au gouvernement de l'Alberta sur sa stratégie relative au changement climatique dans le cadre d'un groupe de multiples parties prenantes; corédigé un document sur la façon de tirer parti de divulgations obligatoires sur la question du climat pour créer des opportunités de finance durable
- signé un énoncé d'investisseurs demandant aux pays du G20 d'améliorer leur divulgation de cibles de réduction d'émissions, en particulier pour le secteur agricole
- rejoint un énoncé mondial d'investisseurs encourageant des mesures publiques audacieuses sur le changement climatique à présenter au sommet du G7 en juin
- signé un énoncé d'investisseurs destiné au gouvernement fédéral américain afin de soutenir des politiques de réduction des émissions de méthane
- signé une lettre d'investisseurs soutenant le projet de loi de la Californie qui exige des sociétés des divulgations conformes à celles du Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat

Autres actions politiques

- signé une lettre d'investisseurs exigeant l'annulation dans le cadre du Congressional Review Act des modifications proposées par la U.S. Securities and Exchange Commission, lesquelles restreindraient significativement les droits des actionnaires dans les sociétés américaines

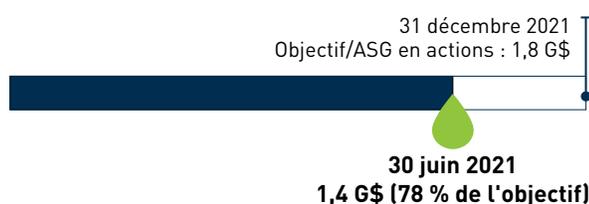
LISTE DES ENGAGEMENTS AUPRÈS DES SOCIÉTÉS

Engagements par thème



Progression des objectifs d'engagement de 2021

NEI s'efforce de s'engager chaque année auprès de sociétés représentant au moins 25 % de son actif sous gestion. Au 30 juin 2021, l'actif sous gestion de NEI s'élevait à 7,1 G\$, l'objectif d'engagement s'établissait à 1,8 G\$.



Liste alphabétique des sociétés visées par nos engagements entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2021

La liste n'est pas nécessairement exhaustive. Les fonds concernés peuvent changer sans préavis.

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Algonquin Power & Utilities	Services publics	s.-o.	Promotion de la théorie des parties prenantes	Croissance et revenu NEI, Actions canadiennes NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
Alphabet	Services de communication	Droits de la personne	Diligences raisonnables dans le domaine des droits de la personne	Actions américaines ER NEI, Équilibré durable mondial NEI, Actions mondiales ER NEI, Actions canadiennes ER NEI, Actions canadiennes NEI, Actions mondiales NEI, Dividendes canadiens NEI, Mandat NEI actions mondiales
Amazon	Consommation discrétionnaire	s.-o.	Bien-être des animaux	Actions américaines ER NEI, Équilibré durable mondial NEI, Actions mondiales ER NEI, Actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales
Aritzia	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne, inégalités, transition énergétique	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement, conformité au GIFCC, diversité et inclusion	Actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
Associated British Foods	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Dividendes canadiens NEI

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
AT&T	Services de communication	inégalités	Rémunération équitable	Équilibré durable mondial NEI, Mondiales à rendement global NEI, Valeur mondiale NEI
Atco	Services publics	transition énergétique	zéro émission nette	Actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
Canadian Tire	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne, inégalités, transition énergétique	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement, conformité au GIFCC, capital humain, circularité des plastiques	Actions canadiennes ER NEI, Dividendes canadiens NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
CGI	Technologies de l'information	inégalités	Capital humain	Actions canadiennes ER NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes
Compass Group	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Mandat NEI actions mondiales
CVS Health	Consommation de base	inégalités	Capital humain	Équilibré durable mondial NEI
Danone	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Actions internationales ER NEI
E-L Financial Corp	Finance	s.-o.	Gouvernance pour les positions significatives	Actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, Actions canadiennes petite capitalisation NEI
Empire Co.	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Actions canadiennes ER NEI, Croissance et revenu NEI, actions canadiennes NEI, Dividendes canadiens NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes
Enbridge	Énergie	transition énergétique	zéro émission nette	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes ER NEI, Dividendes canadiens NEI, Mandat NEI revenu fixe, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes
First Quantum Minerals	Matériaux	inégalités	Capital humain	Croissance et revenu NEI, Actions canadiennes NEI, Obligations mondiales à rendement élevé NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
Freehold Royalties	Énergie	Transition énergétique, inégalités	Gouvernance pour les positions significatives, conformité au GIFCC, diversité et inclusion	Actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, Actions canadiennes petite capitalisation NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Fresenius SE & Co	Soins de santé	Inégalités	Capital humain	Actions internationales ER NEI
General Mills	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Dividendes mondiaux ER NEI
General Motors	Consommation discrétionnaire	transition énergétique	zéro émission nette	Actions mondiales NEI
GlaxoSmithKline	Soins de santé	s.-o.	égalité des chances	Dividendes canadiens NEI
Hormel Foods	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Dividendes mondiaux ER NEI
ICA Gruppen	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Dividendes mondiaux ER NEI
Johnson & Johnson	Soins de santé	Inégalités	Égalité des chances	Actions américaines ER NEI, Actions canadiennes ER NEI, Dividendes mondiaux ER NEI, Mandat NEI actions mondiales
JPMorgan Chase	Finance	Transition énergétique	Gestion et divulgations ESG, conformité au GIFCC, promotion de la théorie des parties prenantes, engagements zéro nets	Actions américaines ER NEI, Équilibré durable mondial NEI, Actions canadiennes NEI, Actions mondiales NEI, Dividendes canadiens NEI, Obligations mondiales à rendement élevé NEI, Obligations mondiales à rendement global NEI, Mandat NEI actions mondiales
Kerry Group	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Actions internationales ER NEI
Keyera Corp.	Énergie	Transition énergétique	Adhésion aux recommandations du GIFCC	Indiciel canadien amélioré ESG NEI
Koninklijke Ahold	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Actions américaines ER NEI, Dividendes mondiaux ER NEI, Valeur mondiale NEI, Mandat NEI actions mondiales
Kroger	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Dividendes canadiens NEI
Lassonde Industries	Consommation de base	s.-o.	Gouvernance pour les positions significatives	Actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Meubles Léon	Consommation discrétionnaire	s.-o.	Gouvernance pour les positions significatives	Actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Les Compagnies Loblaws	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes ER NEI, Mandat NEI revenu fixe, Indiciel canadien amélioré ESG NEI

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Aliments Maple Leaf	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Indiciel canadien amélioré ESG NEI
McDonald's	Consommation discrétionnaire	s.-o.	Bien-être des animaux	Actions américaines ER NEI, Mandat NEI actions mondiales
Melcor Developments	Immobilier	Inégalités	Diversité et inclusion, gouvernance pour les positions significatives	Actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Merck & Co	Soins de santé	Inégalités	Égalité des chances	Actions américaines ER NEI, Équilibré durable mondial NEI, Dividendes mondiaux ER NEI, Dividendes américains NEI, Mandat NEI actions mondiales
Metro Inc.	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes ER NEI, Dividendes canadiens NEI, Mandat NEI revenu fixe, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes
Microsoft	Technologies de l'information	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Actions américaines ER NEI, Actions mondiales ER NEI, dividendes mondiaux ER NEI, Actions mondiales NEI, dividendes canadiens NEI, Obligations mondiales à rendement global NEI, Mandat NEI actions mondiales
Navient	Finance	Droits de la personne	Diligences raisonnables dans le domaine des droits de la personne, promotion de la théorie des parties prenantes	Position vendue
Nestlé	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux	Actions mondiales ER NEI, Actions internationales ER NEI, Actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales
Nutrien	Matériaux	Transition énergétique	zéro émission nette	Actions canadiennes ER NEI, Dividendes canadiens NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Actions canadiennes NEI
Pfizer	Soins de santé	Inégalités	Égalité des chances	Dividendes canadiens NEI, Dividendes américains NEI
Restaurant Brands International	Consommation discrétionnaire	s.-o.	Bien-être des animaux	Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Rio Tinto	Matériaux	Droits de la personne	Diligences raisonnables dans le domaine des droits de la personne	Position vendue
Sanofi	Soins de santé	Inégalités	Égalité des chances	Actions internationales ER NEI
Saputo	Consommation de base	s.-o.	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement, bien-être des animaux d'élevage	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes ER NEI, Mandat NEI revenu fixe, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes
Sodexo	Consommation discrétionnaire	s.-o.	Bien-être des animaux	Actions internationales ER NEI
Suncor Énergie	Énergie	Transition énergétique	zéro émission nette	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes ER NEI, Actions mondiales NEI, Dividendes canadiens NEI, Mandat NEI revenu fixe, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
Superior Plus	Services publics	s.-o.	Gouvernance pour les positions significatives	Actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, Dividendes canadiens NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
Objectif	Consommation discrétionnaire	s.-o.	Bien-être des animaux	Dividendes mondiaux ER NEI, Dividendes américains NEI
TELUS	Services de communication	Inégalités	Diversité et inclusion	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes ER NEI, Croissance et revenu NEI, Actions canadiennes NEI, Dividendes canadiens NEI, Mandat NEI revenu fixe, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
Thermo Fisher Scientific	Soins de santé	Inégalités	Égalité des chances	Actions américaines ER NEI, Actions mondiales ER NEI, Dividendes mondiaux ER NEI, Actions mondiales NEI, Obligations d'impact mondial NEI, Mandat NEI actions mondiales
Unilever	Consommation de base	s.-o.	Bien-être des animaux d'élevage	Dividendes canadiens NEI, Dividendes américains NEI
Walgreens Boots Alliance	Consommation de base	Inégalités	Capital humain	Dividendes canadiens NEI, Dividendes américains NEI
Walmart	Consommation de base	Inégalités	Capital humain, bien-être des animaux d'élevage	Actions américaines ER NEI, Mandat NEI actions mondiales



**Communiquez avec votre conseiller aujourd'hui
pour savoir comment les solutions
d'investissement responsables de NEI peuvent
vous aider à atteindre vos objectifs.**

NEI

Ce document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément des conseils financiers, juridiques, comptables, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, les marchés évoluant en permanence. L'information contenue aux présentes est considérée comme fiable, mais NEI ne garantit ni son exhaustivité ni son exactitude. Les opinions exprimées à l'égard d'une société, d'un titre, d'un secteur, ou d'un marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI. Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties concernant des rendements futurs et les résultats réels peuvent être substantiellement différents des prévisions en raison de risques et d'incertitudes. Il faut éviter de se fier indûment aux informations prospectives.

Des commissions, commissions de suivi, frais de gestion et dépenses peuvent tous être associés à des investissements dans des fonds communs de placement. Veuillez consulter le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur peut ne pas être reproduit.

Placements NEI est une marque de commerce déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« NEI S.E.C. »). Placements NordOuest & Éthiques inc. est commanditée de NEI S.E.C. et filiale entièrement détenue par Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est la seule commanditaire de NEI S.E.C. Aviso est une filiale à part entière de Commandité Patrimoine Aviso S.E.C., qui est elle-même détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant aux cinq caisses provinciales Credit Union (les « Caisses ») ainsi qu'au groupe CUMIS.

2104186F 07/21 AODA